

— pas d'économies
sur nos vies ! —

Le
guide
de
conversation

pour
survivre

aux
fêtes
de fin
d'année

Union
syndicale
Solidaires

Pour
répondre
aux idées reçues
de tata et Grand-papa
même avec un potimarron
trop chaud
en bouche !

✗ 1. «il y a trop d'impôts en France!»

✓ Réponse : Les impôts ne sont pas trop élevés, ils sont mal répartis.

✗ 2. «Si on taxe les riches, ils vont tous partir!»

✓ Réponse : Non, et les études l'ont montré.

✗ 3. «Taxer les entreprises détruit l'emploi!»

✓ Réponse : Non. Ce qui détruit l'emploi, ce sont les choix patronaux et la recherche du profit à tout prix.

✗ 4. «Les licenciements, c'est parce que les entreprises font faillite.»

✓ Réponse : Pas dans l'immense majorité des cas.

✗ 5. «Abroger la réforme des retraites, maintenant qu'elle est passée, c'est impossible.»

✓ Réponse : Ce que la loi fait, la loi peut le défaire.

✗ 6. «La retraite à 60 ans ? Impossible!»

✓ Réponse : Elle est largement finançable.

✗ 7. «Augmenter les salaires coûte trop cher aux entreprises.»

✓ Réponse : Non : baisser les salaires coûte trop cher à la société.

✗ 8. «Ce sont les entreprises qui créent la richesse.»

✓ Réponse : Ce sont les travailleurs et travailleuses qui créent la richesse.

✗ 9. «C'est l'assistanat qui nous coûte cher.»

✓ Réponse : Faux. La fraude fiscale coûte plus chère et l'armée est en passe de devenir l'un des premier budget de l'état, loin devant les dépenses pour lutter contre la pauvreté.

✗ 10. «L'extrême droite défend les classes populaires.»

✓ Réponse : Faux.

✗ 1. «il y a trop d'impôts en France!»

✓ Réponse : Les impôts ne sont pas trop élevés, ils sont mal répartis.

« Oui, surtout nous. Les super-riches, eux, ils en paient tellement peu que quand ils entendent parler de 2 % ils se roulent par terre et menacent de manifester. »

- En France, le niveau global d'imposition n'a pas explosé ; il est comparable aux autres pays avec un haut niveau de services publics.
- Le problème, c'est que les impôts pèsent beaucoup sur les classes populaires et moyennes, via la TVA (l'impôt le plus inégalitaire) ou l'impôt sur le revenu qui devient dégressif à un certain niveau.
- Pendant ce temps, l'impôt sur les grandes fortunes et les grandes entreprises a été largement allégé : disparition de l'ISF, baisse continue de l'impôt sur les sociétés et les impôts de production, niches fiscales massives et dispositifs en tout genre qui bénéficient avant tout aux plus riches...

Solidaires revendique :

- un impôt vraiment progressif,
- la taxation des très hauts patrimoines,
- la lutte contre l'évasion fiscale (au moins 80 milliards/an)
- une revue des niches fiscales
- le rétablissement de l'ISF

✗ 2. « Si on taxe les riches, ils vont tous partir ! »

✓ Réponse : Non, et les études l'ont montré.

« On n'a jamais vu un exode massif de yachts bloquer le périph' un 31 décembre. »

Les plus riches ne partent pas quand on augmente la fiscalité.
Les déménagements fiscaux existent mais concernent une minorité infime.

- Les raisons sont simples :
 - leurs affaires, leur réseau, leurs actifs sont en France ;
 - les vrais paradis fiscaux n'offrent ni infrastructures, ni marchés comparables ;
 - certaines activités ne sont pas délocalisables.
- L'ISF n'a pas provoqué d'exode massif : c'est un mythe très utile aux plus riches... mais un mythe quand même.

✗ 3. « Taxer les entreprises détruit l'emploi ! »

✓ Réponse : Non. Ce qui détruit l'emploi, ce sont les choix patronaux et la recherche du profit à tout prix.

« Pour l'instant, on leur a donné des milliards... et en échange elles ont imprimé des pin's. »

Les baisses d'impôts et de cotisations (CICE, exonérations, baisses d'IS) ont coûté des centaines de milliards, pour très peu d'emplois créés.

- Les entreprises embauchent quand :
 - il y a de la demande,
 - la population consomme,
 - les services publics fonctionnent.
- La fiscalité sert précisément à financer ces conditions.

Solidaires défend une fiscalité qui finance les services publics et la bifurcation écologique, pas les profits privés.

✗ 4. « Les licenciements, c'est parce que les entreprises font faillite. »

✓ Réponse : Pas dans l'immense majorité des cas.

« Comme par exemple Michelin, 1,9 milliard d'euros de bénéfices et 1 254 suppressions d'emplois. »

- Aujourd'hui, la majorité des grands licenciements se font dans des entreprises... qui font des profits et versent des dividendes.
- C'est ce qu'on appelle les « licenciements boursiers » : une entreprise rentable licencie pour augmenter ses marges ou « rassurer » les actionnaires.
- Les faillites réelles existent, mais elles ne représentent qu'une partie minoritaire des pertes d'emploi. Sans compter les groupes qui organisent la faillite d'une filiale alors que le groupe est bénéficiaire.

Solidaires revendique l'interdiction des licenciements pour les entreprises qui font des bénéfices et un droit de veto des CSE sur les licenciements.

✗ 5. « Abroger la réforme des retraites, maintenant qu'elle est passée, c'est impossible. »

✓ Réponse : Ce que la loi fait, la loi peut le défaire.

« Une loi, ça s'abroge. C'est plus facile à retirer que la tâche de sauce que tu viens de faire sur la nappe. »

- L'histoire sociale française est pleine de réformes abrogées ou remplacées.
- Rien n'empêche un gouvernement ou une majorité parlementaire de revenir à 62 ans, voire mieux.
- Le financement existe :
 - hausse de cotisations patronales,
 - fin des exonérations inefficaces,
 - taxation des dividendes,
 - égalité salariale femmes/hommes.

Solidaires revendique l'abrogation de la réforme de 2023 et le retour au 62 ans comme première étape pour un retour à la retraite à 60 ans avec 37,5 annuités.

✗ 6. « La retraite à 60 ans ? impossible ! »

✓ Réponse : Elle est largement finançable.

*« Impossible ? Comme faire un repas de famille sans embrouille ?
Non... juste une question de volonté. »*

- La productivité a explosé depuis les années 1980 : on produit plus avec moins de travail humain. C'est donc normal de travailler moins longtemps.
- Le retour à 60 ans est finançable par des choix politiques :
 - meilleure répartition des richesses,
 - hausse des salaires (donc des cotisations),
 - taxation du capital,
 - égalité salariale femmes/hommes.
- C'est aussi un enjeu de santé : l'espérance de vie en bonne santé stagne, voire recule pour les plus modestes.

Solidaires revendique l'interdiction des licenciements pour les entreprises qui font des bénéfices et un droit de veto des CSE sur les licenciements.

✗ 7. « Augmenter les salaires coûte trop cher aux entreprises. »

✓ Réponse : Non : baisser les salaires coûte trop cher à la société.

« Ce qui coûte cher, ce sont les actionnaires. »

- Les salaires financent les cotisations sociales,
- Les profits, eux, explosent :
 - +85 % en dix ans pour les entreprises du CAC40,
 - dividendes record chaque année : 1 750 milliards de dollars dans le monde en 2024 et 98,2 milliards d'euros en France rien que pour les entreprises du CAC40,
- Revaloriser les salaires permet :
 - d'améliorer la vie des gens
 - de financer les retraites et la Sécu,
- Ce n'est pas un coût : c'est un investissement collectif.

Solidaires revendique +400 euros pour toutes et tous, l'indexation automatique de tous les salaires sur l'inflation (échelle mobile des salaires) et un SMIC à 2000 euros net.

✗ 8. « Ce sont les entreprises qui créent la richesse. »

✓ Réponse : Ce sont les travailleurs et travailleuses qui créent la richesse.

« Bernard Arnault n'a pas dû coudre beaucoup de portefeuilles dans sa vie. Sait-il seulement passer le fil dans l'aiguille ? »

- Sans travail humain : pas de production, pas de services, pas de valeur.
- Les entreprises bénéficient de milliards d'aides publiques sans conditions ni contreparties (211 milliards par an selon un rapport du Sénat).
- Les richesses viennent du travail et doivent être mieux redistribuées.

Solidaires revendique +400 euros pour toutes et tous, l'indexation automatique de tous les salaires sur l'inflation (échelle mobile des salaires) et un SMIC à 2000 euros net ainsi qu'une limitation de 1 à 4 de l'écart des salaires.

✗ 9. « C'est l'assistanat qui nous coûte cher. »

✓ Réponse : Faux. La fraude fiscale coûte plus cher et l'armée est en passe de devenir l'un des premier budget de l'état, loin devant les dépenses pour lutter contre la pauvreté.

« Bernard Arnault il s'est fait tout seul peut-être ? »

- La fraude fiscale, c'est autour de 80 milliards d'euros/an. La fraude sociale est évaluée à 13 milliards dont plus de la moitié provient des entreprises ou patrons qui ne reversent pas des cotisations sociales dues ! Lutter contre la fraude fiscale ça financerait pas mal de RSA ! Le RSA pour une personne seule, c'est 646 euros/mois. Difficile de dire qu'on est "assisté" avec si peu. Par ailleurs, des postes de dépenses qui n'ont rien à voir avec la lutte contre la pauvreté et la précarité ont beaucoup augmenté ces dernières années, en particulier l'armée, dont le budget devrait atteindre 57 milliards par an, soit quasiment le même niveau que toute l'éducation nationale).
- Sur les 9 à 10 millions de personnes pauvres en France, beaucoup sont des femmes, précarisées et discriminées économiquement tout au long de leur vie (au minimum vieillesse par exemple).
- Ce qui coûte cher, c'est de ne pas lutter contre la pauvreté : un récent rapport du collectif Alerte estime que ne pas lutter contre la pauvreté coûterait 119 milliards d'euros au pays (puisque cela coûte des « points de PIB »).
- Ce qui a augmenté, ce sont les inégalités de revenus et de patrimoine. Le taux de pauvreté a beaucoup augmenté en France ces dernières années, pour atteindre 15,4 % de la population aujourd'hui (soit presque 10 millions de personnes). Pendant ce temps, les 10 % des Français-es les plus fortuné-es détenaient près de la moitié de la masse totale du patrimoine brut dans le pays.
- Le discours sur l'assistanat, c'est le fond de commerce du RN et des racistes.
- le patronat est assisté avec 211 milliards d'aide publiques données sans contrepartie ni contrôle : le premier budget de l'État.

Solidaires revendique +400 euros pour toutes et tous, le RSA dès 18 ans, des indemnités chômage au SMIC, le droit au salaire, au logement et aux prestations sociales pour toutes et tous.

✗ 10. « L'extrême droite défend les classes populaires. »

✓ Réponse : Faux.

En vrai :

- L'extrême droite parle « social », mais vote contre les mesures sociales dès qu'elle en a l'occasion :
 - contre l'augmentation du SMIC,
 - contre le gel des loyers,
 - contre la taxation des plus riches.
- Son projet économique protège surtout :
 - les grandes fortunes,
 - les héritages,
 - le patronat.
- Elle ne remet jamais en cause le partage des richesses, mais détourne la colère sociale vers les étrangers et étrangères.

Union
syndicale
Solidaires